



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 7 février 2005

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Permis de bâtir, année 2004 et décembre 2004** 2
La valeur des permis de bâtir émis par les municipalités a atteint un niveau record pour une deuxième année consécutive, la demande de logements neufs ayant connu une importante croissance partout au Canada en 2004. Le nouveau sommet de 55,4 milliards de dollars était de 9,1 % supérieur à celui atteint en 2003, qui s'établissait à 50,8 milliards de dollars.
- **Gardiennage d'enfants, 1994-1995 et 2000-2001** 7
Plus de la moitié des enfants au Canada étaient en service de garde en 2000-2001 et le quart d'entre eux étaient dans une garderie, selon une nouvelle analyse.

Nouveaux produits



Communiqués principaux

Permis de bâtir

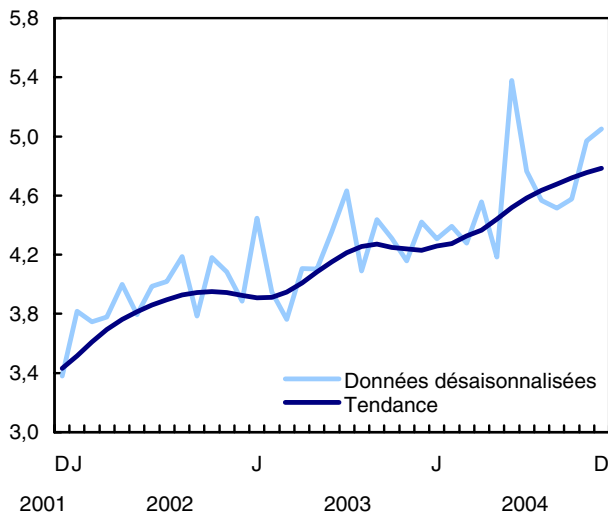
Année 2004 (données provisoires) et décembre 2004

La valeur des permis de bâtir émis par les municipalités a atteint un niveau record pour une deuxième année consécutive, la demande de logements neufs ayant connu une importante croissance partout au Canada en 2004.

Le nouveau sommet de 55,4 milliards de dollars était de 9,1 % supérieur à celui atteint en 2003, qui s'établissait à 50,8 milliards de dollars.

La valeur totale des permis était en hausse pour un troisième mois consécutif

En milliards de dollars



La valeur annuelle des permis de bâtir a enregistré une hausse pour une neuvième année consécutive. Dans l'ensemble, les intentions de construction ont atteint de nouveaux sommets dans chaque province, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan.

La valeur des permis dans le secteur de l'habitation a atteint un sommet de 36,7 milliards de dollars, soit 14,7 % de plus que le précédent sommet atteint en 2003. On a remarqué d'importantes progressions dans les composantes unifamiliale et multifamiliale.

Les municipalités ont autorisé la construction de 240 640 nouvelles unités d'habitation en 2004, soit 18 095 de plus qu'en 2003. Il s'agit du plus haut total depuis 1987, année où l'on avait approuvé la construction de 248 700 nouveaux logements.

Note aux lecteurs

Les données mensuelles du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Les totaux annuels correspondent à la somme des données mensuelles non désaisonnalisées et sont provisoires.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant l'autre 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

À l'opposé, les intentions de construction non résidentielle ont été tout juste inférieures à leur plus haut total atteint en 2003, en raison du marché chancelant du début de l'année.

La valeur des permis de construction non résidentielle a atteint 18,7 milliards de dollars, soit une légère baisse de 0,4 % par rapport à 2003. Les importants gains réalisés dans la composante commerciale ont été effacés par les replis dans les intentions de construction institutionnelle et industrielle.

Les plus importantes croissances en dollars ont été observées au Québec et en Colombie-Britannique, et celles-ci ont été principalement attribuables à la vigueur des activités à Montréal et à Vancouver. Ces deux centres ont bénéficié des augmentations les plus fortes (en dollars) parmi les régions métropolitaines.

Le rendement exceptionnel observé à Montréal était principalement attribuable à la forte demande de nouveaux logements unifamiliaux et multifamiliaux. À Vancouver, cette progression s'est expliquée par plusieurs projets de nouveaux logements multifamiliaux et par une forte croissance dans le secteur non résidentiel.

D'un mois à l'autre, l'année s'est terminée sur une bonne note en décembre, la valeur des permis de construction ayant atteint 5,1 milliards de dollars, soit 1,6 % de plus qu'en novembre. Il s'agit d'une troisième augmentation mensuelle consécutive. Les intentions mensuelles de décembre ont atteint le deuxième niveau en importance jamais enregistré et ce niveau n'a été dépassé que par la barre de 5,4 milliards de dollars atteinte en juin dernier.

En décembre, la valeur des permis de construction résidentielle a crû pour un troisième mois consécutif,

dans le sillage d'une forte demande de logements unifamiliaux en Ontario. Au total, la valeur des permis de construction résidentielle a affiché une hausse de 8,2 % pour atteindre 3,4 milliards de dollars.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a chuté de 9,4 % pour se fixer à 1,7 milliard de dollars, en raison d'un repli considérable dans les composantes industrielle et institutionnelle.

Forte demande pour les logements unifamiliaux et multifamiliaux

En 2004, la croissance observée dans le secteur de l'habitation a été généralisée, la demande ayant crû à la fois du côté des logements unifamiliaux et multifamiliaux. On a observé des hausses dans toutes les provinces et dans 25 des 28 régions métropolitaines.

Les constructeurs ont pris pour 24,8 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux en 2004, soit 12,6 % de plus qu'en 2003. Les municipalités ont approuvé la construction d'un total de 130 045 nouveaux logements unifamiliaux, soit 7 620 de plus qu'en 2003.

Dans la composante multifamiliale, les intentions ont atteint 11,8 milliards de dollars, en hausse de 19,2 %. Les municipalités ont approuvé la construction de 110 595 nouveaux logements multifamiliaux, en hausse de 10 475 logements.

Sur l'ensemble des nouvelles unités d'habitation autorisées en 2004, 46,0 % étaient des logements multifamiliaux, en hausse par rapport à 45,0 % l'année précédente. Entre 1996 et 2002, cette proportion a varié entre 38 % et 41 %.

L'excellent rendement observé en 2004 dans le secteur de l'habitation était attribuable aux faibles taux hypothécaires et à leur effet positif sur l'abordabilité. L'augmentation du nombre d'emplois à temps plein, la bonne confiance des consommateurs et les faibles taux d'inoccupation d'appartements dans les grands centres comme Vancouver et Montréal ont constitué d'autres facteurs.

Secteur non résidentiel : deuxième valeur annuelle jamais enregistrée

En 2004, on a observé la deuxième valeur annuelle en importance jamais enregistrée dans le secteur non résidentiel. Le sommet affiché par les intentions de construction commerciale a épongé une partie des importants replis observés dans les composantes institutionnelle et industrielle.

Seule la composante commerciale a enregistré une hausse l'an dernier. La valeur des permis de construction commerciale a atteint un sommet de 10,1 milliards de dollars, soit 8,6 % de plus qu'en 2003, en majeure partie grâce à des gains dans

les catégories des bâtiments de loisirs et des immeubles à bureaux.

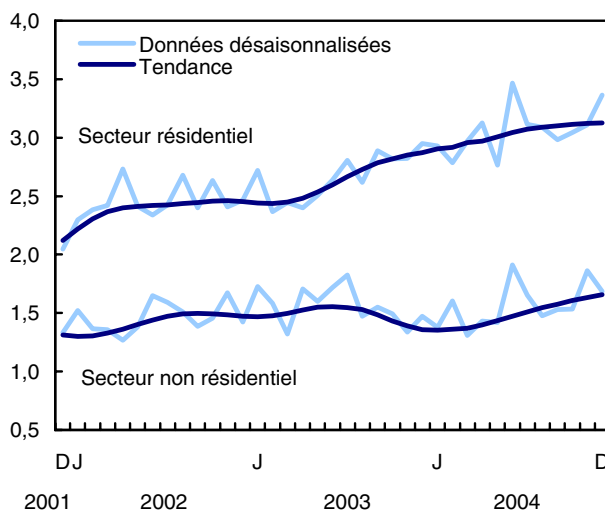
Les intentions de construction institutionnelle ont chuté de 12,4 % pour se fixer à 5,1 milliards de dollars, surtout en raison du repli dans les projets de construction d'immeubles de services sociaux, d'établissements d'enseignement et d'immeubles à vocation médicale.

La valeur des permis de construction industrielle a reculé de 4,0 % pour se fixer à 3,5 milliards de dollars en raison d'une forte baisse dans la catégorie des usines de fabrication, où peu de projets de grande envergure étaient planifiés.

Plusieurs facteurs ont eu un effet sur les résultats dans le secteur non résidentiel en 2004. D'abord, les taux d'intérêt exceptionnellement faibles ont semblé maintenir leur effet stimulant tout au long de l'année. Par contre, les investisseurs ont connu un accroissement des coûts de construction, qui a exercé un effet d'entraînement sur les montants investis.

Les permis résidentiels et non résidentiels ont suivi une trajectoire opposée

En milliards de dollars



Un surplus de la demande provenant du secteur résidentiel et la croissance des coûts des matériaux ont contribué à la hausse des coûts de construction. De plus, une augmentation des ventes au détail a semblé encourager les détaillants à planifier une expansion.

Parmi les provinces, l'Ontario a affiché la plus forte baisse (-3,0 % pour une valeur totale de 8,7 milliards de dollars) en raison d'un repli dans les composantes industrielle et institutionnelle. La croissance en dollars la plus considérable en 2004 a été enregistrée en Colombie-Britannique, où les intentions ont crû

de 10,0 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars, si bien que la province a enregistré son plus important total annuel depuis 2001.

Parmi les 28 régions métropolitaines de recensement, 14 ont affiché une baisse annuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. La plus importante baisse est survenue dans la région de Hamilton, surtout en raison des faibles intentions de construction dans les catégories des immeubles à vocation médicale et des établissements d'enseignement. La plus forte croissance a été enregistrée dans la région de Vancouver, où les catégories des loisirs, du commerce et des services ont affiché une importante croissance.

Décembre : les intentions de construction de logements unifamiliaux atteignent un sommet

La valeur des permis de construction résidentielle a crû de 8,2 % en décembre pour atteindre 3,4 milliards de dollars.

Sur une base mensuelle, les municipalités ont délivré un montant record de 2,5 milliards de dollars de permis pour les logements unifamiliaux, soit 27,1 % de plus qu'en novembre. Il s'agit d'une hausse de 15,7 % par rapport à l'ancien sommet de 2,2 milliards de dollars atteint en août.

À l'opposé, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a chuté de 24,4 % et s'est fixée à 863 millions de dollars.

Les excellents résultats qu'a connus le secteur résidentiel en Ontario marquent un contraste avec les replis enregistrés dans toutes les autres provinces, sauf l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans le secteur non résidentiel, les intentions ont chuté de 9,4 % pour s'établir à 1,7 milliard de dollars en décembre, après avoir effectué un bond en novembre.

Seule la composante commerciale a enregistré une augmentation de la valeur des permis en décembre. Les intentions de construction commerciale ont atteint 920 millions de dollars, soit 3,3 % de plus qu'en novembre, surtout grâce à la catégorie des immeubles à bureaux. En Ontario, la province qui a bénéficié de l'augmentation la plus forte dans cette composante, la valeur des permis a atteint 442 millions de dollars, en hausse de 12,9 %.

Les intentions de construction institutionnelle ont diminué de 17,7 % et se sont fixées à 474 millions

de dollars en décembre, après avoir enregistré une importante hausse en novembre. Les catégories des établissements d'enseignement et des immeubles de services sociaux sont les principaux facteurs à l'origine de cette baisse. L'Ontario a enregistré la plus importante diminution en dollars dans cette composante (-33,3 % pour une valeur totale de 222 millions de dollars).

Après avoir enregistré trois augmentations mensuelles, les intentions de construction industrielle ont chuté de 25,9 % pour se fixer à 292 millions de dollars, les usines de fabrication ayant affiché la plus forte baisse. C'est le Québec qui a enregistré la plus forte diminution (-59,9 % pour une valeur totale de 31 millions de dollars), suivi de près par la Colombie-Britannique (-62,2 % pour une valeur totale de 26 millions de dollars), et c'est la catégorie de la fabrication qui explique cette baisse dans les deux cas.

Parmi les provinces, la faiblesse de l'ensemble des composantes a fait en sorte que le Québec a enregistré la plus forte baisse dans le secteur non résidentiel (-40,0 % pour une valeur totale de 197 millions de dollars) en décembre. À l'inverse, une hausse de 69,4 % dans la composante institutionnelle a permis à la Colombie-Britannique d'enregistrer la plus forte croissance en décembre.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de décembre 2004 de *Permis de bâtir*, vol. 48, n° 12 (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Le communiqué sur les permis de bâtir de janvier 2005 sera diffusé le 7 mars.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital. □

Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement¹

| | Novembre | Décembre | Novembre | Janvier | Janvier | Janvier-décembre |
|---------------------------------------|--------------------------|-------------------|-----------|------------------------------|----------|------------------|
| | 2004 ^r | 2004 ^p | à | à | à | 2003 |
| | | | décembre | décembre | décembre | à |
| | | | | | | |
| | données désaisonnalisées | | | données non désaisonnalisées | | |
| | en millions de dollars | | var. en % | en millions de dollars | | var. en % |
| St. John's | 28,6 | 24,9 | -12,9 | 294,1 | 372,2 | 26,6 |
| Halifax | 62,5 | 36,9 | -40,9 | 568,3 | 608,6 | 7,1 |
| Saint John | 10,5 | 8,8 | -15,7 | 119,0 | 118,8 | -0,2 |
| Saguenay | 6,8 | 4,3 | -37,1 | 131,0 | 121,5 | -7,3 |
| Québec | 97,0 | 49,5 | -49,0 | 1 003,4 | 1 134,2 | 13,0 |
| Sherbrooke | 17,4 | 8,8 | -49,1 | 226,5 | 240,4 | 6,1 |
| Trois-Rivières | 12,4 | 10,8 | -12,7 | 202,1 | 187,5 | -7,2 |
| Montréal | 706,3 | 450,2 | -36,3 | 5 278,3 | 6 244,9 | 18,3 |
| Ottawa-Gatineau, (Ontario/Québec) | 196,6 | 160,7 | -18,3 | 2 185,2 | 2 265,7 | 3,7 |
| Ottawa-Gatineau (partie du Québec) | 46,5 | 67,9 | 45,9 | 504,6 | 569,4 | 12,8 |
| Ottawa-Gatineau (partie de l'Ontario) | 150,1 | 92,8 | -38,2 | 1 680,6 | 1 696,3 | 0,9 |
| Kingston | 24,0 | 7,3 | -69,4 | 208,3 | 229,5 | 10,2 |
| Oshawa | 50,7 | 24,3 | -52,1 | 1 104,0 | 730,3 | -33,9 |
| Toronto | 967,8 | 1 612,1 | 66,6 | 11 642,4 | 12 144,7 | 4,3 |
| Hamilton | 59,2 | 60,7 | 2,5 | 1 118,1 | 962,4 | -13,9 |
| St. Catharines-Niagara | 35,6 | 71,5 | 100,6 | 495,9 | 539,8 | 8,9 |
| Kitchener | 79,0 | 135,9 | 72,0 | 946,1 | 973,5 | 2,9 |
| London | 72,5 | 64,7 | -10,7 | 714,9 | 839,4 | 17,4 |
| Windsor | 27,4 | 56,2 | 105,0 | 593,3 | 572,2 | -3,6 |
| Greater Sudbury | 13,5 | 7,5 | -44,4 | 99,1 | 130,2 | 31,3 |
| Thunder Bay | 5,9 | 6,5 | 9,8 | 110,1 | 115,3 | 4,7 |
| Winnipeg | 56,8 | 75,7 | 33,3 | 690,1 | 748,3 | 8,4 |
| Regina | 26,8 | 12,1 | -55,0 | 265,4 | 241,6 | -8,9 |
| Saskatoon | 19,8 | 28,1 | 41,6 | 261,2 | 279,3 | 6,9 |
| Calgary | 252,4 | 270,1 | 7,0 | 2 819,2 | 2 877,5 | 2,1 |
| Edmonton | 236,7 | 151,0 | -36,2 | 1 766,7 | 2 027,8 | 14,8 |
| Abbotsford | 24,7 | 7,4 | -70,0 | 175,1 | 186,2 | 6,4 |
| Vancouver | 406,4 | 401,2 | -1,3 | 3 677,5 | 4 842,8 | 31,7 |
| Victoria | 49,0 | 57,1 | 16,5 | 568,2 | 534,6 | -5,9 |

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire

| | Novembre | Décembre | Novembre | Janvier | Janvier | Janvier-décembre |
|---------------------------|-------------------|-------------------|------------------------------|------------------------|-----------------|------------------|
| | 2004 ^r | 2004 ^p | à | à | à | 2003 |
| | | | décembre | décembre | décembre | à |
| | | 2004 | | 2003 | 2004 | janvier-décembre |
| | | | | | | 2004 |
| données désaisonnalisées | | | données non désaisonnalisées | | | |
| en millions de dollars | | | var. en % | en millions de dollars | | var. en % |
| Canada | 4 970,6 | 5 050,7 | 1,6 | 50 772,0 | 55 393,2 | 9,1 |
| Résidentiel | 3 109,8 | 3 364,6 | 8,2 | 31 971,4 | 36 665,0 | 14,7 |
| Non résidentiel | 1 860,9 | 1 686,1 | -9,4 | 18 800,6 | 18 728,3 | -0,4 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 41,4 | 36,4 | -12,1 | 421,0 | 497,3 | 18,1 |
| Résidentiel | 33,6 | 27,1 | -19,2 | 297,1 | 356,5 | 20,0 |
| Non résidentiel | 7,9 | 9,3 | 18,2 | 124,0 | 140,8 | 13,6 |
| Île-du-Prince-Édouard | 19,7 | 22,8 | 15,3 | 178,1 | 208,6 | 17,1 |
| Résidentiel | 12,5 | 15,3 | 22,5 | 89,2 | 124,0 | 38,9 |
| Non résidentiel | 7,2 | 7,4 | 2,7 | 88,9 | 84,6 | -4,7 |
| Nouvelle-Écosse | 103,6 | 81,6 | -21,2 | 1 014,1 | 1 126,7 | 11,1 |
| Résidentiel | 63,3 | 59,1 | -6,5 | 668,8 | 758,6 | 13,4 |
| Non résidentiel | 40,3 | 22,5 | -44,1 | 345,2 | 368,1 | 6,6 |
| Nouveau-Brunswick | 60,2 | 48,0 | -20,2 | 696,3 | 789,1 | 13,3 |
| Résidentiel | 40,7 | 34,6 | -15,1 | 410,2 | 481,6 | 17,4 |
| Non résidentiel | 19,4 | 13,4 | -30,9 | 286,1 | 307,6 | 7,5 |
| Québec | 1 167,2 | 869,0 | -25,5 | 10 090,9 | 11 635,9 | 15,3 |
| Résidentiel | 838,4 | 671,7 | -19,9 | 6 506,7 | 7 965,3 | 22,4 |
| Non résidentiel | 328,8 | 197,3 | -40,0 | 3 584,2 | 3 670,6 | 2,4 |
| Ontario | 1 909,0 | 2 541,1 | 33,1 | 23 235,2 | 23 915,0 | 2,9 |
| Résidentiel | 1 031,4 | 1 697,5 | 64,6 | 14 275,5 | 15 223,5 | 6,6 |
| Non résidentiel | 877,6 | 843,5 | -3,9 | 8 959,7 | 8 691,5 | -3,0 |
| Manitoba | 92,3 | 98,1 | 6,3 | 1 065,0 | 1 148,9 | 7,9 |
| Résidentiel | 58,5 | 55,2 | -5,6 | 525,5 | 674,1 | 28,3 |
| Non résidentiel | 33,9 | 43,0 | 26,9 | 539,5 | 474,8 | -12,0 |
| Saskatchewan | 69,4 | 54,3 | -21,7 | 772,6 | 769,4 | -0,4 |
| Résidentiel | 35,2 | 27,8 | -21,2 | 350,0 | 401,5 | 14,7 |
| Non résidentiel | 34,1 | 26,5 | -22,3 | 422,6 | 367,9 | -12,9 |
| Alberta | 756,3 | 649,5 | -14,1 | 6 667,2 | 7 172,1 | 7,6 |
| Résidentiel | 470,9 | 378,4 | -19,6 | 4 240,5 | 4 726,5 | 11,5 |
| Non résidentiel | 285,4 | 271,1 | -5,0 | 2 426,6 | 2 445,6 | 0,8 |
| Colombie-Britannique | 745,7 | 638,6 | -14,4 | 6 394,2 | 7 923,2 | 23,9 |
| Résidentiel | 521,8 | 392,2 | -24,8 | 4 514,2 | 5 854,9 | 29,7 |
| Non résidentiel | 223,9 | 246,3 | 10,0 | 1 880,1 | 2 068,3 | 10,0 |
| Yukon | 2,4 | 3,0 | 27,0 | 52,6 | 75,9 | 44,4 |
| Résidentiel | 1,6 | 3,0 | 82,4 | 28,9 | 38,2 | 31,9 |
| Non résidentiel | 0,7 | 0,0 | -97,3 | 23,7 | 37,8 | 59,6 |
| Territoires du Nord-Ouest | 2,9 | 8,3 | 183,7 | 86,2 | 104,8 | 21,5 |
| Résidentiel | 1,3 | 2,6 | 102,2 | 50,7 | 48,4 | -4,5 |
| Non résidentiel | 1,6 | 5,7 | 249,5 | 35,5 | 56,3 | 58,6 |
| Nunavut | 0,6 | 0,0 | -96,1 | 98,6 | 26,2 | -73,5 |
| Résidentiel | 0,6 | 0,0 | -95,6 | 14,0 | 11,8 | -15,3 |
| Non résidentiel | 0,1 | 0,0 | -100,0 | 84,6 | 14,3 | -83,1 |

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.



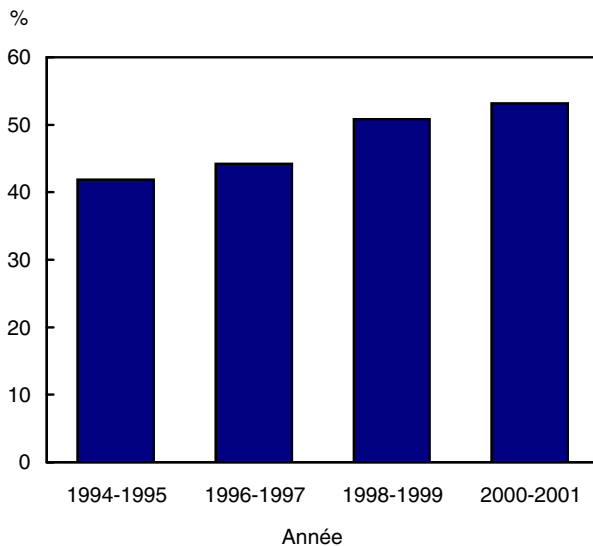
Gardiennage d'enfants

1994-1995 et 2000-2001

Plus de la moitié des enfants au Canada étaient en service de garde en 2000-2001 et le quart d'entre eux étaient dans une garderie, selon une nouvelle analyse.

La proportion d'enfants âgés de six mois à cinq ans qui étaient en service de garde a augmenté de façon importante entre 1994-1995 et 2000-2001. De plus, au cours de cette période de six ans, un changement s'est produit quant au mode de garde principal utilisé.

La proportion d'enfants âgés de six mois à cinq ans en service de garde a augmenté de 1994-1995 à 2000-2001



Les garderies et la garde par une personne apparentée sont devenues plus populaires en tant que mode de garde principal qu'elles ne l'étaient en 1994-1995. En même temps, un moins grand nombre d'enfants étaient gardés à leur domicile ou chez quelqu'un d'autre par une personne non apparentée.

Les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, telles que déclarées par les parents, montrent qu'en 1994-1995, 42 % des enfants âgés de six mois à cinq ans étaient confiés à un service de garde. Au cours de la période subséquente de six ans, le taux de garde a augmenté de façon constante pour s'établir à plus de la moitié des enfants (53 %) en 2000-2001.

Une proportion de 25 % de tous les enfants qui étaient en service de garde en 2000-2001 étaient en garderie comme mode de garde principal, en hausse par rapport à 20 % six ans auparavant. La proportion d'enfants qui étaient gardés à leur domicile par une

Note aux lecteurs

La présente publication établit le profil des services de garde au Canada et examine l'utilisation des services de garde en 1994-1995 et en 2000-2001 à l'aide des données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ).

L'analyse porte sur les enfants âgés de six mois à cinq ans au moment de l'entrevue de l'ELNEJ qui a eu lieu durant chaque période.

L'ELNEJ est une étude à long terme sur les enfants canadiens qui permet de recueillir des données sur une gamme variée de facteurs qui influent sur le développement social, émotionnel et comportemental des enfants, de la naissance au début de l'âge adulte. L'enquête, qui a commencé en 1994, est menée conjointement par Statistique Canada et Développement social Canada.

Définitions

Le **service de garde** désigne le service de garde qu'un enfant a reçu d'une autre personne que sa mère, son père ou un tuteur. À chaque période, le parent (ou le tuteur déclarant) a répondu à une question visant à savoir s'il avait eu recours à des services de garde pendant que le parent (et/ou le conjoint) était au travail ou aux études. L'enfant était considéré comme étant en service de garde si le parent déclarant répondait «oui».

Le **mode de garde principal** désigne le mode de garde que le parent a déclaré comme étant celui dans lequel l'enfant a passé le plus d'heures par semaine.

personne apparentée a augmenté, étant passée de 8 % en 1994-1995 à 14 % en 2000-2001.

En même temps, la proportion d'enfants qui étaient gardés chez quelqu'un d'autre par une personne non apparentée a diminué, étant passée de 44 % à 34 %.

Hausse de l'utilisation des services de garde dans la plupart des provinces

Une hausse importante de l'utilisation des services de garde durant la période de six ans s'est produite dans pratiquement toutes les provinces. De plus, dans certaines provinces, une tendance a été observée relativement à la croissance de l'utilisation des garderies comme mode de garde principal, alors que dans d'autres provinces, la popularité du service de garde à domicile par une personne apparentée a augmenté.

Par exemple, en 2000-2001, près de 61 % des enfants âgés de six mois à cinq ans au Québec étaient confiés à un mode de garde quelconque, en hausse par rapport à 44 % en 1994-1995. Par ailleurs, 41 % de ces enfants étaient dans une garderie, comparativement à 25 % six ans plus tôt.

À l'opposé, la proportion d'enfants au Québec qui étaient gardés chez quelqu'un d'autre par une personne non apparentée a chuté, étant passée de 43 % à moins de 34 %.

La situation était différente dans certaines autres provinces. Par exemple, à Terre-Neuve-et-Labrador,

en 2000-2001, 14 % des enfants étaient confiés à une garderie et 16 % étaient gardés chez quelqu'un d'autre par une personne non apparentée. Par ailleurs, 29 % des enfants étaient gardés à domicile par une personne apparentée.

En Saskatchewan, près de 54 % des enfants étaient gardés chez quelqu'un d'autre par une personne non apparentée en 2000-2001. Seulement 10 % des enfants âgés de six mois à cinq ans en Saskatchewan fréquentaient une garderie.

Le temps passé en service de garde varie d'une province à l'autre

Dans l'ensemble, le temps que les enfants âgés de six mois à cinq ans ont passé dans leur mode de garde principal a peu varié durant la période de six ans, s'étant établi à une moyenne d'environ 27 heures par semaine. Peu de changements importants se sont produits durant cette période à l'intérieur de chaque province.

La seule exception a été le Québec, où les parents ont déclaré que leurs enfants avaient passé en moyenne 30,6 heures en service de garde en 2000-2001, en hausse par rapport aux 28,5 heures déclarées six ans auparavant.

Toutefois, certaines différences interprovinciales ont été observées au cours des deux périodes. Par exemple, aussi bien en 1994-1995 qu'en 2000-2001, les enfants en Colombie-Britannique se situaient à un niveau inférieur à la moyenne nationale quant au temps passé dans leur mode de garde principal.

En 2000-2001, en Colombie-Britannique, les enfants ont passé 22,3 heures par semaine dans leur mode de garde principal. Par ailleurs, les enfants des provinces de l'Atlantique ont passé de 26,7 à 31,5 heures par semaine dans leur mode de garde principal.

Indépendamment du contexte, l'utilisation des services de garde a augmenté

L'augmentation de la proportion d'enfants en service de garde durant la période de six ans s'est produite indépendamment du contexte démographique des enfants.

L'augmentation de l'utilisation des services de garde a touché les enfants présentant diverses caractéristiques : les enfants âgés d'un an à cinq ans, les enfants qui vivaient avec un parent seul ou

avec leurs deux parents, les enfants de ménages à revenu peu élevé ou élevé, ou encore les enfants des collectivités urbaines ou rurales.

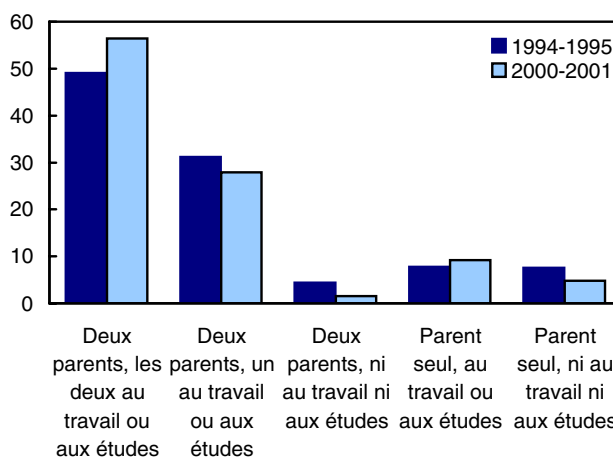
En 2000-2001, 85 % des enfants âgés de six mois à cinq ans qui vivaient avec un parent seul au travail ou aux études étaient confiés à un mode de garde quelconque, soit une augmentation importante par rapport à 78 % en 1994-1995.

Les deux tiers (66 %) des enfants qui vivaient dans un ménage composé de deux parents au travail ou aux études étaient en service de garde en 1994-1995. En 2000-2001, ce nombre était passé à près de 73 %.

Les données indiquent que les enfants de ce groupe d'âge étaient plus susceptibles de vivre dans un ménage composé de deux parents au travail ou aux études en 2000-2001 que six ans auparavant. De plus, les enfants étaient moins susceptibles de vivre dans un ménage où un parent seul n'était ni au travail ni aux études.

Comparativement à 1994-1995, les enfants âgés de six mois à cinq ans en 2000-2001 étaient plus susceptibles de vivre dans un ménage où les deux parents étaient au travail ou aux études

% d'enfants âgés de six mois à cinq ans



Les garderies étaient populaires chez les parents seuls au travail ou aux études

En 1994-1995 et en 2000-2001, les garderies étaient populaires en tant que mode de garde principal pour les ménages composés d'un parent seul au travail ou aux études.

Un tiers (33 %) des enfants en service de garde provenant de ménages composés d'un parent seul au travail ou aux études étaient en garderie en 2000-2001, soit à peu près la même proportion que six ans auparavant. Une autre tranche de 31 % de ces enfants étaient gardés chez quelqu'un d'autre par une personne non apparentée. Encore une fois, ce pourcentage était à peu près le même qu'en 1994-1995.

La situation était légèrement différente dans le cas des enfants de ménages où les deux parents étaient au travail ou aux études.

En 2000-2001, près du quart (24 %) des enfants de ménages où les deux parents étaient au travail ou aux études étaient dans une garderie, en hausse par rapport à 17 % six ans auparavant.

Les enfants de ménages où les deux parents étaient au travail ou aux études étaient beaucoup plus susceptibles d'être gardés chez quelqu'un d'autre par une personne non apparentée. En 2000-2001, quelque 36 % de ces enfants étaient dans ce mode de garde, bien que cette proportion ait diminué par rapport à la proportion de 46 % enregistrés six ans auparavant.

De plus, au fil du temps, la garde à domicile par une personne apparentée a gagné en popularité. Le pourcentage d'enfants de ménages composés d'un parent seul au travail ou aux études dans ce mode de garde a plus que doublé, étant passé de 8 % en 1994-1995 à 18 % en 2000-2001.

Pour ce mode de garde, la proportion d'enfants de ménages composés de deux parents au travail ou aux études a augmenté, étant passée de 8 % en 1994-1995 à 12 % en 2000-2001.

Les enfants de ménages composés d'un parent seul au travail ou aux études passaient plus de temps en service de garde.

En 2000-2001, ces enfants ont passé en moyenne 32 heures par semaine dans leur mode de garde principal, comparativement à 27 heures pour les enfants qui avaient deux parents au travail ou aux études. Au cours d'une semaine de cinq jours, cela a équivalu à environ une heure de garde de plus par jour.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4450.

Pour plus de renseignements concernant les données recueillies au cours des quatre premiers cycles de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-3321 ou composez sans frais le 1 800 461-9050 (ssd@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales.

□

Proportion des enfants en service de garde selon les caractéristiques démographiques

| | % en service de garde | |
|--|-----------------------|-------------------|
| | 1994-1995 | 2000-2001 |
| Total | 41,9 | 53,2 |
| Âge de l'enfant | | |
| De 6 mois à moins d'un an | 36,0 | 25,6 ¹ |
| 1 an | 43,3 | 48,3 |
| 2 ans | 44,5 | 51,5 |
| 3 ans | 42,4 | 56,0 |
| 4 ans | 41,5 | 57,0 |
| 5 ans | 40,8 | 55,2 |
| Province de résidence | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 36,4 | 54,1 |
| Île-du-Prince-Édouard | 42,1 | 63,8 |
| Nouvelle-Écosse | 39,0 | 54,2 |
| Nouveau-Brunswick | 39,1 | 57,1 |
| Québec | 43,6 | 60,7 |
| Ontario | 43,8 | 53,1 |
| Manitoba | 42,4 | 48,6 |
| Saskatchewan | 44,9 | 55,3 |
| Alberta | 39,1 | 45,7 |
| Colombie-Britannique | 35,5 | 45,7 |
| Situation familiale | | |
| Parent seul | 39,0 | 60,1 |
| Deux parents | 42,4 | 52,1 |
| Revenu du ménage | | |
| En dessous du seuil de faible revenu (SFR) | 22,7 | 37,3 |
| Égal ou au-dessus du SFR | 48,8 | 57,1 |
| Type de communauté | | |
| Urbaine | 43,0 | 53,5 |
| Rurale | 36,3 | 50,5 |
| Parent(s) au travail ou aux études | | |
| Parent seul | 77,6 | 85,3 |
| Deux parents | 66,1 | 72,7 |

1. Indique un coefficient de variation entre 16,6 % et 25 %.

Note: Les estimations en caractère gras indiquent des différences statistiquement significatives entre 1994-1995 et 2000-2001 (p est inférieur ou égal à 0,05).

Proportion des enfants en service de garde selon le mode de garde principal

| | Chez une personne non apparentée | | Chez une personne apparentée | | À domicile par une personne non apparentée | | À domicile par une personne apparentée | | Dans une garderie | |
|-------------------------|----------------------------------|-------------------|------------------------------|-------------------|--|-------------------------|--|-------------------|-------------------------|-------------------|
| | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 |
| | % | | | | | | | | | |
| Canada | 43,6 | 33,9 | 14,2 | 17,1 | 14,2 | 9,5 | 8,1 | 14,4 | 19,9 | 25,0 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 19,5 ¹ | 16,2 ¹ | 20,7 ¹ | 22,4 | 25,0 ¹ | 18,7 | 19,1 ¹ | 28,9 | 15,8 ² | 13,8 ¹ |
| Île-du-Prince-Édouard | 40,8 | 35,1 | 18,3 ¹ | 15,7 ¹ | 13,9 ¹ | 8,0 ² | 9,3 ² | 13,1 ¹ | 17,7¹ | 28,1 |
| Nouvelle-Écosse | 31,0 | 26,3 | 12,6¹ | 22,6 | 25,5 | 13,3¹ | 11,0 ¹ | 16,7 | 20,0 ¹ | 21,2 |
| Nouveau-Brunswick | 40,4 | 34,6 | 17,2 ¹ | 18,7 | 14,8 ¹ | 12,6 | 7,3 ² | 12,3 | 20,2 ¹ | 21,8 |
| Québec | 42,7 | 33,6 | 15,1 | 11,3 | 13,1¹ | 6,4 | 3,9² | 7,3 | 25,2 | 41,4 |
| Ontario | 44,2 | 35,8 | 12,4 | 18,4 | 13,2 | 10,1 | 11,2 | 16,9 | 19,0 | 18,8 |
| Manitoba | 51,4 | 37,6 | 17,8 ¹ | 18,8 | 10,8 ¹ | 7,7 ¹ | 6,4¹ | 13,7 | 13,6¹ | 22,3 |
| Saskatchewan | 57,4 | 53,5 | 15,7 ¹ | 15,6 | 10,5 ² | 9,9 ¹ | 4,4² | 10,8 | 12,1 ¹ | 10,2 |
| Alberta | 46,0 | 32,7 | 12,0 ¹ | 19,2 | 12,3 ¹ | 9,5 | 6,1² | 16,5 | 23,6 | 22,0 |
| Colombie-Britannique | 40,2 | 25,4 | 17,7 ¹ | 22,2 | 20,9 | 12,2 | 8,4² | 19,7 | 12,9¹ | 20,5 |

1. Indique un coefficient de variation entre 16,6 % et 25 %.

2. Indique un coefficient de variation supérieur à 25 % et inférieur ou égal à 33,3 %.

Note: Les estimations en caractère gras indiquent des différences statistiquement significatives entre les proportions de 1994-1995 et 2000-2001 pour chaque mode de garde (p est inférieur ou égal à 0,05). Le mode de garde principal "autre" a été exclu de ce tableau à cause des petites tailles de l'échantillon.

Nombre moyen d'heures par semaine passées dans le mode de garde principal

Nombre moyen d'heures par semaine passées dans le mode de garde principal

Nombre moyen d'heures par semaine passées dans le mode de garde principal

| | 1994-1995 | 2000-2001 |
|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Canada | 27,0 | 27,3 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 26,3 | 27,5 ¹ |
| Île-du-Prince-Édouard | 30,0 ¹ | 31,5 ¹ |
| Nouvelle-Écosse | 29,3 ¹ | 26,7 ¹ |
| Nouveau-Brunswick | 27,6 | 29,1 ¹ |
| Québec | 28,5¹ | 30,6¹ |
| Ontario | 27,3 | 27,1 ¹ |
| Manitoba | 24,9 | 26,0 ¹ |
| Saskatchewan | 25,2 | 25,5 |
| Alberta | 25,9 | 24,9 |
| Colombie-Britannique | 23,7 | 22,3 |

1. Indique que les estimations signalées par ce symbole sont significativement plus élevées que l'estimation la plus basse (Colombie-Britannique) durant cette période (p est inférieur ou égal à 0,001).

Note: Les estimations en caractère gras indiquent des différences statistiquement significatives entre 1994-1995 et 2000-2001 (p est égal 0,001).

Proportion des enfants de six mois à cinq ans selon le mode de garde principal et nombre moyen d'heures par semaine passées dans le mode de garde principal, selon le statut parental

| | Chez une personne non apparentée | | Chez une personne apparentée | | À domicile par une personne non apparentée | | À domicile par une personne apparentée | | Dans une garderie | | Nombre moyen d'heures par semaine | |
|---|----------------------------------|-------------|------------------------------|-------------|--|------------|--|-------------|-------------------|-------------|-----------------------------------|-----------|
| | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 | 1994-1995 | 2000-2001 |
| | % | | | | | | | | | | | |
| Deux parents, les deux au travail ou aux études | 46,0 | 36,1 | 14,6 | 18,3 | 14,4 | 9,6 | 8,0 | 12,4 | 17,0 | 23,7 | 26,8 | 27,1 |
| Parent seul, au travail ou aux études | 34,3 | 30,8 | 13,5 ¹ | 10,4 | 9,5 ¹ | 7,8 | 8,1¹ | 17,7 | 34,6 | 33,3 | 30,2 | 32,3 |

1. Indique un coefficient de variation entre 16,6 % et 25 %.

Note: Les estimations en caractère gras indiquent des différences statistiquement significatives entre 1994-1995 et 2000-2001 selon le statut parental au sein de chaque mode de garde (p est inférieur ou égal à 0,05).



Nouveaux produits

Permis de bâtir, décembre 2004, vol. 48, n° 12
Numéro au catalogue : 64-001-XIF (15 \$/156 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catégorie 1 - SCIF (English) 11-001-XIF (20040601)

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré la chute des dépenses des transports urbains, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en transport urbain par semaine en transport public, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est considérablement accru. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de offre d'emploi, mai 1997 10
- Enquête sur les anticipations à court terme 10
- Aide au revenu personnel, septembre 1997 11
- Productivité, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS

- 12

Statistique Canada / Statistiska Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.